

Les magasins laissés ouverts en France? «Un nouveau coup dur pour les commerçants genevois»

Le gouvernement français a généralisé le couvre-feu à 18h, mais il n'a pas fermé les magasins, au contraire de la Suisse. Un nouveau coup dur pour les commerçants genevois.



KeystoneNous pouvons craindre une envolée du tourisme d'achats, craint Blaise Matthey.

Alors que la Suisse entre en semi-confinement dès la semaine prochaine, le gouvernement français a décidé jeudi soir de seulement étendre à l'ensemble de son territoire le couvre-feu à 18h00 à partir de samedi. Et de laisser donc ouverts les magasins. «C'est un nouveau coup dur pour nos commerçants, réagit à chaud Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des Entreprises Romandes (FER) à Genève. Nous pouvons craindre une envolée du tourisme d'achats. On ne peut pas nier le fait qu'il y aura un différentiel de concurrence sur tous les biens de consommation non-courante.».

Pour le patron de la faitière, cette décision du gouvernement français pose la question des lieux de contaminations. «Comment la France parvient-elle à afficher des courbes de contaminations plus basses qu'en Suisse, tout en maintenant ses commerces ouverts sans danger? Peut-être alors que ces lieux ne sont pas des foyers de propagation du virus...», s'interroge-t-il.

«Le tourisme d'achats représente plus d'un demi-milliard qui part de l'autre côté de la frontière à Genève»

Vincent Subilia, le directeur de la **Chambre de commerce de Genève**.

Réagissant lui aussi aux décisions gouvernementales en France, **Vincent Subilia**, le directeur de la **Chambre de commerce de Genève** affiche son inquiétude: «Le tourisme d'achats viendra porter un coup additionnel, que je n'espère pas fatal, aux commerçants genevois qui sont déjà à genoux, exsangues. Rappelons qu'ils sont les seuls en Suisse à avoir fermé trois fois ! C'est une triple peine, d'autant plus qu'ils sont directement confrontés à la concurrence frontalière. Le tourisme d'achats nous inquiète depuis longtemps, il représente plus d'un demi-milliard qui part de l'autre côté de la frontière à Genève».

Remonté, le directeur de la **CCIG** considère que le Conseil fédéral a pris des mesures disproportionnées, dont l'efficacité pour freiner la pandémie demeure sujette à débat. Selon lui, fermer les commerces «est une fausse bonne idée. Cette décision ne se justifie pas. Dans ce cas, les Français l'auraient fait aussi.»

Pour faire face à la situation, **Vincent Subilia** appelle à la solidarité du commerce local et rappelle que le «click and collect» qui a déjà fait ses preuves en novembre, reste une alternative valide.

«Je ne peux que souhaiter qu'on fasse preuve de civisme par rapport à cette décision et qu'on n'en profite pas pour se ruer sur les magasins de l'autre côté de la frontière pendant cette période», espère quant à lui Blaise Matthey.